

05. septembre 2011 - 10:25

2001-2011, les libertés bradées



Guantanamo, illustration d'une loi d'exception qui dure. (Keystone)

Par Bernard Léchet, swissinfo.ch

Depuis dix ans, le monde vit dans la mémoire et les conséquences du 11 septembre 2001. Au-delà de la réorganisation géopolitique suscitée par la déflagration new-yorkaise, c'est notre vision de la démocratie, de la liberté et de la sécurité qui ont été mises en cause.

Il y a eu d'abord l'attaque contre l'Afghanistan, réplique immédiate de l'Amérique blessée, et de ses alliés. Puis celle de l'Irak, pour des motifs qu'on discute encore. Lutte contre le terrorisme et défense de la démocratie selon la version officielle. Obtention de marchés pétroliers ou question d'implantation géostratégique des USA selon d'autres points de vue.

Des attaques devenues guerres, qui durent toujours, avec la déstabilisation générale de la région qu'elles ont impliquées. Comme dure encore et toujours Al-Qaïda, groupuscule désigné

ainsi par les Américains en 1993, et dont la 'chosification' à travers un nom aura permis à de multiples cellules extrémistes de se percevoir comme un tout.

Attentats. A Londres. A Madrid. En Occident, donc, mais bien moins que dans les pays du Moyen-Orient. «Guerre sans fin».

Pour évoquer le 11 septembre 2001 et surtout ses conséquences à travers la décennie écoulée, nous avons contacté trois experts. Jacques Baud, spécialiste des renseignements, actuellement employé par l'ONU à New York, l'historien Daniele Ganser, professeur à l'Université de Bâle, et le journaliste Xavier Colin, de la Radio Télévision Suisse (RTS).

«Le prix à payer»

Au fait, depuis cette date qui amorçait un étrange 21ème siècle, y a-t-il eu évolution dans la lecture donnée aux conséquences de l'événement?

«Autant le 12 septembre 2001 on pouvait penser qu'un certain nombre de démocraties, y compris les nôtres, étaient en danger et pouvaient succomber à ce genre d'attentats, dix ans après, force est de constater que ce n'est pas le cas. Aucune démocratie n'est tombée. En soit, c'est la première défaite de Ben Laden», constate Xavier Colin.

«En revanche, Ben Laden a réussi dans sa capacité de nuisance. On craignait un choc des civilisations, l'ouest contre le reste du monde, une religion contre une autre: rien de cela n'est arrivé. Mais il y a eu un prix à payer. Et c'est presque un deal 'liberté contre sécurité'. Les Américains, mais les Européens aussi, ont bradé une part de leur liberté de mouvement pour une sécurité qui reste relative.»

Le *Patriot Act*, loi donnant aux agences fédérales des pouvoirs extraordinaires, a été voté par le Congrès des États-Unis et signé par George W. Bush le 26 octobre 2001. Et pratiquement totalement reconduit depuis par Barak Obama.

«Les libertés civiles ont été réduites. Le cas le plus flagrant est Guantanamo, où l'on a vu des gens finir dans des camps, qui, pour les historiens, évoquent beaucoup les camps de concentration», rappelle Daniele Ganser.

Restriction des libertés fondamentales

Pour certains, c'est la surveillance généralisée des populations civiles qui est en cours. Un Suisse l'a dit haut et fort, le sénateur Dick Marty: «On se sert du terrorisme pour faire peur et pour restreindre les libertés fondamentales».

Déclaration qui fait l'unanimité parmi nos interlocuteurs. «Dick Marty a parfaitement raison. Cela devient d'ailleurs un vrai sujet aux USA», constate Jacques Baud. «La réduction des libertés civiles au nom de la sécurité marche toujours très bien. En principe, on s'y oppose toujours. Mais si on brandit la menace d'un grand danger, le terrorisme en l'occurrence, les gens acceptent de sacrifier une partie de leurs libertés», analyse Daniele Ganser.

Xavier Colin a immédiatement un exemple en tête: «Vous allez aux USA avec un ordinateur et votre téléphone portable. En vertu des lois actuelles, les services américains sont en droit de vous les saisir, de vider ce qu'ils contiennent, à le transférer sur leur matériel à eux, puis à vous rendre vos affaires ou pas. Point à la ligne. Je me demande effectivement si ce genre de choses fait partie d'une vraie lutte contre le terrorisme».



Xavier Colin. (tsr)



Jacques Baud.
(jacquesbaud.ch)

Les mécanismes du terrorisme

Les actes terroristes sont néanmoins une réalité. La réponse à une telle violence ne passe-t-elle pas nécessairement par une surveillance plus stricte?

«C'est la violence en général qui est un problème dans nos sociétés: celle qu'on a vue tout récemment à Oslo, celle du 11 septembre, les guerres en Afghanistan, en Irak, en Libye. Et toutes ces formes de violence sont reliées, notamment parce que tous ceux qui sont liés à ces violences sont convaincus qu'il faut résoudre les problèmes par des moyens militaires. Chacun se justifie par le prétexte de l'autre», répond Daniele Ganser, spécialiste de la recherche sur la Paix ('peace research').



Daniele Ganser,
(drs.ch)

Tout en ayant un autre parcours – colonel de l'armée suisse, ancien des services de renseignement – Jacques Baud est critique également. «La dérive sécuritaire est sans doute hors proportion avec la nature des problèmes qu'on a en Europe et aux Etats-Unis. On s'aperçoit que la focalisation sécuritaire qu'on a eue va dans la mauvaise direction, comme en témoigne ce qui s'est passé en Norvège, et ce qui pointe un peu partout, la montée des extrémismes. Le terrorisme islamique a masqué un grand nombre d'autres problèmes qu'on aurait dû traiter. Et puis il y a le manque de compréhension des mécanismes du terrorisme. On a vu une volonté de détruire l'Occident, on s'aperçoit que ce n'est pas cela».

Pour Jacques Baud, faute de comprendre correctement les raisons du terrorisme, l'Occident lui donne régulièrement d'excellents motifs d'exister. Pourquoi le 11 septembre? A cause de la présence américaine en Arabie Saoudite après la 1ère guerre du Golfe, simplement. «C'est ce qui a tout déclenché: les attentats contre les Tours Khobar en Arabie Saoudite, contre les ambassades américaines à Dar-es-Salam et à Nairobi, celui contre l'USS Cole, jusqu'au 11 septembre.»

Aujourd'hui, le problème résiderait donc encore et toujours dans l'analyse déficiente des causes et la mauvaise réponse qu'on leur apporte. «On n'a pas dissuadé les terroristes: on les a simplement focalisés ailleurs. Aujourd'hui en Afghanistan, on trouve des combattants islamistes allemands, anglais, soudanais, libyens... On n'a donc pas diminué la volonté des gens d'aller se battre pour le Jihad. On a élevé des murailles autour de nous. Et le fait d'aller tuer du Croisé en Afghanistan est plus simple que de venir en tuer ici. C'est tout. C'est une question d'opportunité. Mais la volonté de l'extrémisme combattant n'a pas été réduite, au contraire», dit Jacques Baud.

Printemps arabes

Et puis il y eut ces nouvelles printanières, venues d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient... La Tunisie. L'Egypte. La Libye. La Syrie. Le Yémen...

«Quand on voit aujourd'hui les 'printemps arabes', on se dit que Ben Laden a totalement échoué. Aucun jeune qui manifeste n'a avec lui un portrait de Ben Laden. Ces jeunes démontrent par A+B que le seul moyen d'abattre des dictatures, c'est les moyens démocratiques et non pas le terrorisme», note Xavier Colin.

L'évolution des mentalités est en marche là-bas. Peut-être bientôt ici aussi? «Ce printemps arabe est très important, parce qu'il nous montre que ces pays musulmans ne sont pas synonymes de 'Al-Qaïda' ou de 'dictature', mais qu'il y a une troisième voie avec une population qui rêve d'avoir plus de démocratie et de solidité économique», constate Daniele Ganser.

«Ben Laden déjà tué par Bouazizi» est un titre qui a fait florès sur le web lorsque, le 2 mai dernier, les troupes américaines ont abattu Oussama Ben Laden à Abbottabad, Pakistan...